

« LE SER DOIT-IL ADHERER A ATTAC ? »

DEBAT CONTRADICTOIRE
Assemblée des délégués du SER

17 juin 2000 Vernayaz

Participants :
Chantal Balet
Secrétaire de la
SDES
Charles-André Udry
Représentant d'ATTAC

L'animateur François Dayer ouvre le débat en disant son «admiration de voir une salle comble de délégués de syndicats venir un si beau jour en Valais pour siéger dans une salle polyvalente." "C'est bien" dit-il, "ça prouve qu'il y a encore de l'engagement. "

F. Dayer :

Le problème qu'on nous demande de traiter ici dans un délai d'une heure c'est : "Faut-il que Le SER adhère ou non à ATTAC ?" Je dois dire que le problème qui se pose, au départ, c'est de savoir de quoi il s'agit. Pour cela, nous avons la chance d'avoir quelqu'un qui peut nous dire exactement de quoi il retourne.

M. Charles-André Udry est un Valaisan, expatrié depuis longtemps, que l'on a vu dans tous les grands coups politiques et économiques et qui enseigne aujourd'hui entre l'Ecole d'Etudes sociales et pédagogiques, à Lausanne et différents cours à Amsterdam et à Venise sur de grands thèmes économiques et sociaux.

Mme Chantal Balet, c'est la responsable suisse romande de la SDES, la Société pour le Développement de l'Economie suisse. Entre ces deux personnes, vous avez la chance d'avoir - il n'y a que les montagnes qui ne se rencontrent pas - des points de vue que je dirais tout à fait irréconciliables. Je disais tout à l'heure à Cilette Cretton qui m'a engagé dans cette affaire que le problème pour moi, c'est que j'ai l'habitude quand les gens sont presque d'accord de m'arranger pour qu'ils ne le soient plus à la fin du débat. Ici, comme ils ne sont tellement « pas d'accord ».... Cela m'étonnerait qu'on arrive à un tel résultat.

Simplement pour démarrer je pense qu'il faut que M. UDRY nous présente ATTAC, qui est un mouvement, une forme de militantisme social, qu'il nous dise ce que c'est, ensuite de quoi nous pourrions entamer la discussion. M. UDRY, tout de suite, je vous donne la parole pour une présentation aussi consistante que possible.

Ch.-André Udry :

Consistante et brève...je vous remercie de m'avoir invité et, par ce biais, d'avoir invité ATTAC dont je suis un membre du conseil scientifique européen, Il ne s'agit pas, pour moi de présenter ATTAC mais en introduction de dire deux mots sur son esprit. Je crois que l'idée de base d'ATTAC, c'est qu'on ne peut pas d'un côté mobiliser l'intelligence des salariés, des enseignants (du public ou du privé) dans leur travail, exiger de leur part recyclage, formation, attention etc., et démobiliser leur compréhension sur ce qui se passe sur le plan socio-économique. Il y a d'ailleurs ce sentiment, qui existe dans tous les milieux, qu'on neutralise - par une façon de « prêt-à-bien-penser » si j'ose dire - les interrogations ressenties dans la vie quotidienne sur les grands choix socio-économiques faits dans la société. Mais qui les fait ? Qui fait ces choix ?

Pourquoi aujourd'hui un Conseiller fédéral se déplace-t-il avant tout avec des chefs d'entreprises et quasiment revendique son statut de représentant commercial ? Pourquoi ? Où est le politique ? Où est l'économique ? Il s'agit de mobiliser l'intelligence pour, en continuité avec le travail, aborder ces questions. ATTAC n'est pas une organisation qui a des slogans, une revendication, mais qui réfléchit sur toute une série de thèmes.

ATTAC se bat aussi contre la « naturalisation » des faits sociaux. On a rappelé mon origine valaisanne. Il était assez naturel dans les années 50 ou 60 qu'on considère qu'une femme, par nature, ne sache pas conduire, surtout un camion ou un bus, que par nature elle n'ait pas le droit de vote, ou alors on disait qu'on avait "la bosse des math", autre métaphore pour naturaliser des phénomènes sociaux. Aujourd'hui on naturalise l'économie. Il y a un phénomène naturel qui s'appelle le marché et donc des lois naturelles qui correspondraient à des lois physiques qui déterminent, par exemple, la physique antique (mais c'est beaucoup moins subtil. La physique antique, elle, est beaucoup plus subtile). Ces lois naturelles détermineraient donc, en dehors des acteurs, les forces auxquelles il faut s'adapter. Car le maître mot, c'est « s'adapter » !

Voilà, ce sont deux états d'esprit : dénaturiser les faits sociaux, montrer

que ce sont des artefacts, des constructions des rapports sociaux, des rapports de forces et que le marché est une construction historique (comme un grand historien de l'économie, Polliani, l'a démontré dans « La grande transformation »). Ce sont des constructions historiques, comme la déconstruction de certaines digues créées après la deuxième guerre mondiale sont des phénomènes socio-politiques qui permettent à des dominants de l'économie d'agir dans un intérêt bien particulier.

Donc ce sont ces deux choses : mobiliser l'intelligence pour ne pas être inhibé face à ces thèmes en considérant que ce sont des problèmes de spécialistes. Ce ne sont pas des problèmes de spécialistes, comme je pense d'ailleurs que la pédagogie n'est pas seulement un problème de spécialistes et vous devez être conscients que les parents ont le droit de comprendre les problèmes de pédagogie. Vous êtes d'ailleurs pour cela. Au même titre, les citoyens ont le droit de comprendre les questions économiques. Cela nécessite un travail, et pas seulement un débat en 3 minutes à « Droit de cité » avec une "institutrice" qui distribue la parole.

Le véritable problème consiste donc à mobiliser l'intelligence et à dénaturiser les faits sociaux.

Je commencerai avec quelques exemples pour lancer le débat Je suis sûr que Mme BALET qui suit la presse économique, y compris celle d'hier, dans le détail (anglo-saxonne, allemande, etc.) pourra contredire ce que la presse économique dominante dit (et pas moi). Le problème est le suivant : tout le monde dit le marché libre. On est dans le marché libre. Tout spécialiste, toute personne qui a travaillé sérieusement se rend compte que c'est en partie une farce. Lorsque vous avez AOL un portail internet, qui fusionne avec Time Warner, qui fusionne avec EMI (de Madona au Classic, pour prendre du moins bon au meilleur), en réalité, c'est comme si vous aviez une fusion entre un péage d'autoroute, les stations d'essence et les restoroutes, tout ça pour le bien du client et la liberté du consommateur. Lorsque vous avez une telle concentration, un gigantesque appareil qui va contrôler l'information, qui va contrôler la diffusion de l'information, qui va entrer dans l'enseignement, (on y reviendra) vous n'avez pas un marché libre. Lorsqu'on parle de marché libre, je crois que c'est une farce !

La CNUCED (la Commission des Nations Unies pour laquelle je fais maintenant un travail sur l'Afrique) sort chaque année le rapport mondial sur les investissements qui n'existe, malheureusement, qu'en anglais mais qui est une chose que vous devez lire parce que ça concerne l'enseignement. Elle publie le Trade Report sur le commerce mondial

dans lequel toute une série de vos questions sont directement abordées. Et en plus il y a les documents de l'OMC, et pour vous surtout la partie GATTs :

Pour 33,3% du commerce mondial, il s'agit d'un commerce au sein de firmes multinationales, au sein des 31 Transnational Corporations qui sont recensées. Donc 33,3% ont une muraille de Chine autour d'elles. Elles fixent les prix : ce sont des prix administrés. Elles achètent une boîte à vitesse en Corée et déterminent un prix administré pour sortir le profit de cette boîte à vitesse qui sera montée sur une Mazda qui en partie appartient à Ford. On déterminera où on fera sortir le profit. Puis vous avez 32,6% du commerce mondial qui se situe entre ces Transnational Corporations et les sous-traitants;

Donc, globalement, vous avez 66,% du commerce mondial qui est un commerce étroitement contrôlé, c'est-à-dire un commerce administré. Et on va modifier l'enseignement public au nom de la liberté du marché alors que c'est un marché mondial administré, contrôlé par un grand nombre de Transnational Corporations qui se font concurrence entre elles mais, si on y regarde de plus près, qui multiplient les alliances : alliances de recherches technologiques, alliances entre elles et les universités, alliances de toutes sortes, et qui se font concurrence et administrent un marché mondial.

· Et vous avez enfin 33% du commerce mondial qui est un commerce dit libre.

Donc l'idée d'un commerce mondial libre - c'est une des choses qui à ATTAC fait l'unanimité - c'est une mythologie ! On se trouve devant un nouveau type de planification où une nouvelle nomenclature se distribue à satiété des dividendes. C'est ce à quoi on assiste. Vu le degré de concentration de l'économie, à chaque fois qu'il y a une poussée vers la concentration de l'économie, on dit aussitôt : « Mais il y a des start-up ! »

Je vous conseille de relire l'Hebdo et le Nouveau quotidien sur 10 ans. Vous regarderez combien de start-up ont été annoncées et combien ont continué à exister. Et vous ferez vous-mêmes le bilan. Chaque fois qu'il y a des processus de concentration, on vante la déconcentration, qui n'est constituée généralement que de sous-traitants vassalisés à qui on dicte les prix, les délais, etc., et qui font pression sur leurs salariés.

Voilà ça c'est la première remarque sur l'idée « naturelle » du marché.

Il y a une 2ème remarque : nous sommes dans une phase de l'économie

qui, à mon avis, s'est modifiée. On est dans un régime dit d'accumulation, c'est-à-dire dans un régime d'investissement à dominante financière. Sur le profit d'une entreprise qui n'est pas réinvesti, une grande partie va au paiement de la dette (paiement des intérêts s'il y a eu un emprunt obligataire) et au paiement des dividendes : la partie des actions.

Voici, publié dans le Finanz und Wirtschaft (qui sort 3 fois par semaine et qui est autre chose que la presse suisse romande. Je n'attaque pas cette presse mais sérieusement, pour voir ce qui se passe en Suisse, il faut lire la NZZ et Finanz und Wirtschaft sans quoi on ne peut pas savoir ce qui se passe en Suisse). l'évolution constatée : si vous prenez en moyenne pour les principales sociétés helvétiques, la croissance de l'augmentation des dividendes : 24,5% en moyenne pour 1997 par rapport à 1996; 16,1% en moyenne par rapport à 1997, 19,6% par rapport à 1999. Ces sociétés distribuent 13 milliards de dividendes : 13 milliards 114 millions ! Quand vous avez 3 milliards de déficit pour la Confédération, on nous fait croire que les bretelles du Conseil Fédéral ont sauté. Chaque fois d'ailleurs les déficits sont exagérés puis corrigés après coup.

On est dans cette situation où il y a une priorité de la distribution du côté de la rente de toute la valeur créée par le travail des ingénieurs, des techniciens, indirectement des enseignants qui assurent la formation des salariés, des ouvriers, etc. Suisses ou immigrés. Un grand économiste, John M. Keins(1)(???) parlait de "l'euthanasie des rentiers" - pas les rentiers AVS parce que ceux-là, on les euthanasierait volontiers avec des rentes assez basses - de ceux qui sont les "tondeurs de coupons" comme on disait dans l'entre-deux guerres. On a donc une distribution massive de la richesse créée vers la rente, c'est-à-dire du côté des dividendes. Cela a évidemment des implications.

Vous comprenez que c'est parce qu'il y a hausse du côté des dividendes qu'il y a cette pression à l'abaissement de la fiscalité sur le capital, sur les sociétés, au nom de la compétitivité alors que la Suisse est le pays où la fiscalité sur les entreprises est la plus basse : 27,8% ! Et ça c'est la moyenne, parce que quand on calcule canton par canton, on s'aperçoit que les bonus donnés par les cantons pour avoir des investissements parce qu'ils sont en concurrence les uns avec les autres, on arrive à un chiffre nettement plus bas que 27,8%, par des accords fiscaux, et surtout des accords fiscaux sur 10 ans où l'on tient compte de la défiscalisation sur plusieurs années. Là on est à 27,8% on est en-dessous de l'Irlande et du Royaume Uni pour l'année 98.

Dans cette situation on a d'un côté une distribution massive vers les dividendes, de l'autre côté une pression à l'austérité fiscale avec un déplacement des impôts : on massacre les couches moyennes et basses (enseignants), on les massacre pour créer un sentiment anti-impôt, on défiscalise le capital et les fortunes et on justifie ainsi l'austérité budgétaire.

Et le résultat est connu d'avance. On le voit dans le dernier numéro de la SECO, ce journal qui dépend indirectement de M. COUCHEPIN (j'espère qu'il le lit) qui, d'ailleurs, entre nous soit dit, dirigeait à Martigny, d'une main de fer, le réseau de télévision, la distribution de l'électricité pas du tout dans le sens de la libéralisation.

Donc ça ce sont les dépenses de l'éducation (dépenses publiques): elles baissent; ça c'est le reste des autres dépenses. On est en train de créer un assèchement des ressources pour l'enseignement public. Si vous prenez les bourses, le nombre est en train de reculer, les sommes stagnent surtout pour les universitaires ou pour le secondaire supérieur. On est en train de réaliser cette opération. Or elle est directement liée à un choix économique de transfert de richesses vers les secteurs financiers et rentiers, en faveur d'une défiscalisation et tout en fiscalisant de façon importante les revenus, aujourd'hui par l'impôt fédéral direct qui demain sera abaissé à la faveur de la TVA (c'est absolument sûr), qui est un impôt socialement injuste non pas seulement à cause de la consommation, mais parce qu'il ne touche pas l'épargne. C'est ça, le gros problème. Toutes les études de l'INSEE le montrent, toutes les études hollandaise le montrent également, l'épargne n'est pas touchée par la taxe sur la valeur ajoutée, donc tous ceux qui ont de gros revenus, qui peuvent épargner, sont "épargnés" si j'ose dire par la TVA qui prendra une place de plus en plus importante.

Donc voilà la situation. Quand on discute de ces questions, il ne s'agit pas au fond de questions abstraites d'économie. Derrière il y a, en permanence, des choix sociaux. Ce sont des choix sociaux ! ATTAC veut donc faire le lien entre les choix sociaux, les choix économiques et les choix politiques et affirmer que l'économie ne peut pas être "maître". L'économie doit être un instrument.

Aujourd'hui il est évident que l'économie domine parce que l'on a créé une situation où l'on prétend que les choix effectués sont issus de processus naturels. En réalité, pour faire cette distribution de capitaux, (je vais vous donner un seul exemple pour les dividendes) il est

fondamental que les entreprises rachètent leurs actions. Les entreprises rachètent massivement leurs actions, massivement en Suisse comme ailleurs, d'une part parce que ça leur permet de baisser leurs impôts, d'autre part parce que leur capital se reporte sur un nombre plus petit d'actions, ce qui augmente les dividendes. 435 milliards d'endettement l'année passée au Etats Unis pour le rachat d'actions pour maintenir les cours en bourse américaine !

Ce sont des choix sociaux : distribution de la richesse d'un côté et austérité budgétaire de l'autre. C'est la question essentielle sur laquelle nous voulons insister.

Je terminerai en deux mots. Mme Balet connaît certainement dans la théorie économique le théorème qui dit que les pays échangent entre eux, là où ils ont des avantages comparatifs. Mais tout le développement du commerce mondial indique que l'essentiel du commerce se fait de plus en plus entre des pays identiquement développés. Des continents entiers sont largués, particulièrement l'Afrique et l'Amérique Latine (à part des ilots). Les échanges devraient normalement se faire selon les avantages comparatifs que chacun a (par exemple je produis plus d'agriculture donc j'exporte de l'agriculture. Non, aujourd'hui si l'on prend l'exemple des Philippines, on constate que ce pays doit accepter la suppression des quotas d'importation de maïs et de blé. Il reçoit du blé américain subventionné et ce blé américain coûte 39 dollars le quintal de moins que celui qui est produit aux Philippines. Après on comprend pourquoi dans la région de Mintanao, il y a des gens qui pillent et font du terrorisme (je considère qu'il s'agit bien là de terroristes), mais il faut savoir qu'on a étranglé 1,2 millions de familles en obligeant les Philippines à libéraliser complètement leur commerce agricole.

Aujourd'hui les exportateurs d'agriculture subventionnée, ce sont les pays du nord. Il y a un échange inégal gigantesque qui nous crée des problèmes énormes et qui est un des phénomènes que vous, enseignants, vous aurez à gérer et que vous avez déjà à gérer : ce sont les problèmes de migrations, qui ne sont pas dûs seulement aux guerres interethniques (comme on les appelle) en Afrique. Partout il y a des diamantaires, partout il y a des trusts pétroliers (on le voit dans les Echos, dans la Tribune, les journaux de l'économie française).

On peut dire encore deux mots sur le modèle américain, parce que l'on nous serine toujours le modèle américain. Tout le monde nous dit : si on faisait comme aux Etats Unis, on n'aurait pas de chômage. Cela me fait toujours sourire, les modèles. Je ne croyais pas une minute au modèle

thaïlandais et au modèle coréen : on a d'ailleurs vu comment ils se sont "cassé la gueule" !

Le problème c'est le suivant : quel pays au monde peut se payer le luxe, parce qu'il consomme et qu'il investit n'importe comment, qu'on lui prête un milliard de dollars par jour. Or les Etats-Unis ne peuvent fonctionner que parce que les capitaux du Japon et de l'Europe arrivent, parce que le dollar et les taux d'intérêt sont élevés, à raison d'un milliard par jour, ce qui permet de compenser le déficit de la balance des paiements, c'est-à-dire la balance commerciale plus la balance qui est liée à toutes les transactions, assurances, transports, etc.

C'est donc un pays qui peut se permettre d'avoir d'un côté un certain développement économique parce qu'il capte la richesse du monde et de l'autre côté développe une inégalité absolument extraordinaire.

45 millions de pauvres (dernier numéro de Business Week sorti hier) si je vous donne l'Economist (sorti hier, lui aussi) : 26% des enfants vivent dans des familles qui ont 50% de moins que le salaire médian (le salaire médian n'est pas le salaire moyen, c'est le salaire qui coupe en deux le déroulement de l'échelle des salaires). Ils ont 50% de moins que le salaire médian qui est à Fr. 4'000.- environ en Suisse. Ils ont 26%, il y a plus d'enfants qui vivent dans des familles pauvres aux Etats-Unis (le seul pays qui les batte, c'est le Mexique) qu'en Turquie, en prenant ce critère-là. Autrement dit, on a une société éminemment inégalitaire, qui vit en pompant les ressources du monde. Ce modèle proposé est un modèle lié à une hégémonie et qui n'est strictement pas répétable. C'est pourquoi on a une alternative en perspective : un projet social européen réel ou alors, si l'on introduit le modèle américain entre autres sur le plan scolaire, on va, je crois, vers une société où l'explosion des inégalités et la montée des "tondeurs de coupons" sera vraiment à la hauteur des montagnes dont on a parlé dans l'introduction.

F. Dayer

Merci M. Udry, on vous écouterait évidemment jusqu'à minuit. En 25 minutes, vous nous avez brossé l'Apocalypse. On a peu de temps pour se faire une opinion. J'ai deux questions pour faire avancer le débat : qui est le pilote de cet avion que vous venez de décrire, est-ce que pour vous c'est l'OMC et le FMI, ? Vous avez 30 secondes pour y répondre et que peut faire ATTAC ? Là, je vous donnerai deux minutes.

Ch.-A.Udry

Je suis contre une conception policière de l'histoire : il n'y a pas un pilote

dans un avion. Peut-être qu'il y avait un pilote en Valais longtemps : un seul parti (c'est possible j'ai connu ça) et un journal. Mais, à mon avis dans l'économie, il n'y a pas un pilote.

Je crois qu'il y a trois types de pilotes : cette façon de faire du FMI, de l'OMC ou de la Banque Mondiale des boucs émissaires, je ne la partage pas, pour une raison absolument élémentaire. Ce sont les gouvernements qui forment le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC. Fondamentalement, ce sont les gouvernements et dans les gouvernements, ceux qui décident. Quand on regarde ce que les Suisses Alémaniques appellent le "para-Statt" en Suisse, ce sont les commissions extra-parlementaires de la SECO qui font l'essentiel des grandes décisions économiques. Elles sont ensuite transférées au FMI où, vous le savez tous, la Suisse est entrée. Et on fait une drôle de tête quand on va à Washington, parce que là-bas, ils nous disent « Ah, are you Swiss, so you are the head of helvetistan" et vous ne comprenez pas « helvétistan », ils disent "Oui, avec la Pologne et les pays du Caucase où il y a du pétrole, c'est vous qui faites le jeu des Etats-Unis". Voilà ce que les gens à Washington vous disent. Donc les Suisses ne savent même pas quel groupe on dirige au FMI, alors qu'on est entré au FMI après un référendum et que l'on devrait être informé là-dessus. Donc il y a plusieurs pilotes: il y a les gouvernements et aussi les « Transnational corporations ». C'est d'ailleurs dans la logique, c'est normal, il ne s'agit pas de les diaboliser, elles défendent leurs intérêts.

F. Dayer

Et maintenant, la 2ème question : que peut faire ATTAC dans cette situation ?

Ch.-A. Udry

ATTAC, ce sont les citoyennes et les citoyens. ATTAC c'est un lieu de débat qui irrigue toutes sortes d'organisations, non parce qu'elles entrent dans ATTAC mais parce que, individuellement, un certain pourcentage de leurs membres entrent parce qu'ils peuvent y amener et y apprendre quelque chose. Je pense que ce qu'on appelle aujourd'hui - c'est à la mode - la société civile (une vieille notion qui revenait à Hegel et qui était en réalité *Bürgergesellschaft*, la société bourgeoise parce que les bourgeois avaient enfin quelque chose à dire dans la société féodale), cette société civile peut intervenir en tant qu'acteur mais pas obligatoirement, je dis bien pas obligatoirement, par les biais traditionnels. Il y a une réinvention à faire car la distance est gigantesque entre la population et les partis politiques.

F. Dayer

Cela s'appelle "promouvoir et mener des actions de tous ordres en vue de la reconquête par les citoyens du pouvoir que la sphère financière exerce sous l'aspect de la vie politique etc, etc.... ". C'est dans votre littérature.

Ch.-A. Udry

Ce n'est pas dans notre "littérature" : c'est notre plate-forme générale.

F. Dayer

Ah bravo ! Mais qu'est-ce que c'est que ces "actions de tous ordres" ?

Ch.-A. Udry

Prenons-en quelques-unes qui permettent d'illustrer cela :

La première de ces actions dont beaucoup de gens ont parlé, c'est que nous avons été les premiers à indiquer que l'on allait vers une privatisation, voire une suppression des Postes. A St-Jean, c'était ATTAC-Genève et le comité de quartier, qui ont entrepris des actions pour attirer l'attention sur ce que signifiait la privatisation des Postes.

Maintenant on annonce une 2ème action à propos de la proposition de Leuenberger qui veut d'un côté baisser à moins de 50% les actions du gouvernement dans Swisscom (qui est d'ailleurs déjà privatisé, parce que dans Transtélécom, il y a 62,3%. Avec le rachat d'Orange, ils seront un peu en-dessous, mais c'est une société privée et en aucune mesure une société étatique parce qu'il y a plus de 50%)...

F. Dayer

Alors là, qu'est-ce que vous allez faire ?

Ch.-A. Udry

... et de l'autre côté, on nous annonce les post-banques.

Après avoir étudié la post-banque hollandaise, notre analyse est la suivante : avec la post-banque, on va faire une opération qui n'est qu'élémentaire. Les banques vont évidemment "gueuler" : "ça nous fait de la concurrence etc.." Elles protestent en fait pour mieux faire accepter la proposition de baisser le pourcentage de l'Etat dans Swisscom et pour reculer encore davantage dans la gestion de Swisscom. Elles font donc semblant de faire opposition. Mais d'un autre côté, post-banque va donner la possibilité de savoir quelle est l'épargne réelle possible à gérer et à quel coût si on maintient 3000 guichets.

Si c'est rentable, et je vous le parie en mille, dans les six ans, dans le cadre d'une privatisation de la Poste, post-banque sera privatisé.

Si ce n'est pas rentable, on dira une fois de plus : c'est encore un échec du service public.

Alors ce que nous allons faire, c'est déjà nous battre contre la fermeture des bureaux de poste et nous battre pour le référendum sur la loi sur le personnel fédéral. Il ne s'agit pas du tout d'une loi archaïque. Mais elle donne des assurances. On veut aujourd'hui déstabiliser le marché du travail et faire en sorte que des gens qui ont une certaine stabilité, qui peuvent planifier leur avenir et l'avenir de leurs enfants, soient déstabilisés. Comme on est déstabilisé dans le privé. Il s'agit donc de défendre ce statut, en montrant qu'il peut être un point de levier. On veut ainsi empêcher les fermetures de postes, parce qu'il est difficile de licencier tant qu'il y a la loi sur le personnel fédéral (c'est d'ailleurs la raison du référendum et de la votation en novembre).

Deuxièmement, nous voulons expliquer le phénomène des post-banques et multiplier les manifestations devant les bureaux de poste, non pas pour faire du cinéma mais pour attirer l'attention sur une information qui n'est pas faite, mais que l'on trouve pourtant dans la NZZ, dans Finanz und Wirtschaft, dans la Handelzeitung. On trouve cela, ils le disent noir sur blanc.

F. Dayer

Alors, est-ce qu'il faut lire la Handelzeitung ou bien descendre dans la rue ?

Ch.-A. Udry

Il faut traduire dans le Nouvelliste les meilleurs articles de la NZZ et de la Handelzeitung, (je donne ça comme exemple) ou dans le Temps et ailleurs. Il faut faire cela, ce travail pluriculturel au lieu de parler du "Röstigraben"! Car il s'agit là d'un véritable mythe et même d'une montagne de mythes : les infirmières de Zurich sont descendues dans la rue comme celles de Genève et de Lausanne. Cette histoire de "Röstigraben" sert surtout à animer les soirées politiques pour avoir quelque chose à dire.

Et deuxièmement, il faut aller dans la rue mais intelligemment. Il ne s'agit pas de s'agiter dans la rue, il faut aller dans la rue en ayant quelque chose à dire. Et là, il y a quelque chose à dire.

L'Institut de Longchamp a fait une enquête : en Suisse, 69,7% des gens ont peur au travail, peur de perdre leur emploi. Une partie des réformes qui se font aujourd'hui dans l'enseignement suscitent chez vous la peur. Dès qu'il y a la peur, il y a la concurrence entre enseignements, il y a les coups fourrés qu'on se fait.

Descendre dans la rue c'est une thérapie aussi, si on descend intelligemment. Contre cette peur. La Suisse est le pays où on a le plus peur au monde quand on entre au travail. Comment peut-on avoir une vraie démocratie si l'on a peur quand on travaille dans une entreprise privée - et même dans le public maintenant - où l'on a peur pour son emploi, pour son futur, pour tout. Et où en plus on ne comprend pas sa sécurité sociale !

Vous êtes probablement, pour la plupart d'entre vous, incapables d'expliquer la LPP. Donc on a un système de sécurité sociale qui est l'avenir des gens, incompréhensible pour les gens et ça c'est une deuxième grande action que va faire ATTAC.

ATTAC va faire une campagne en éditant de multiples brochures d'ailleurs à l'échelle européenne, (on en a déjà sorti une en France et une en Italie; je fais partie du groupe qui les prépare, sur les fonds de pension et sur le fonctionnement des sécurités sociales) pour que les gens comprennent ce que c'est que la sécurité sociale: le 1er pilier, le 2ème pilier, à quoi ça sert, comment ça fonctionne, qui tire les marrons du feu si j'ose dire et au sens vrai du terme et pas avec de fausses interprétations.

F. Dayer

Merci M. Udry. Mme Balet, je ne vais pas vous donner autant de temps parce que vous n'avez pas vous à présenter un modèle, mais vous avez à nous dire ce que vous pensez du tableau qui vient d'être peint par Charles-André Udry.

Ch. Balet

D'abord je tiens à vous remercier de m'avoir invitée cet après-midi ici pour débattre avec M. Udry. J'aimerais aussi vous dire que je n'interviendrai pas dans le débat pour savoir si vous devez ou non adhérer à ATTAC, ça ne me regarde en aucune manière. C'est une question qui vous regarde et ce n'est pas l'objet du débat qui va m'opposer à M. Udry. Je ferai un troisième constat, c'est que ATTAC n'est pas une "attaque" de l'économie mais une "attaque" des partis

politiques. Ce que ATTAC prétend, ce que M. Udry dit, c'est que la politique et les partis politiques ne jouent plus leur rôle et que le mouvement qu'il défend (si j'ai bien compris ce qu'il nous disait), les actions qu'il veut faire, c'est un mouvement dans le fond politique et une action politique qui remplacerait ce que les partis politiques, en Suisse ou ailleurs, ne font plus.

Je dirais que ça ne me concerne pas non plus, puisque pour ma part, je défends les intérêts de l'économie et non pas les intérêts d'un parti ou d'un autre, ou d'une structure politique.

C'est vrai que la question se pose aujourd'hui, et là, c'est peut-être un point sur lequel je pourrais être d'accord avec M. Udry, le politique perd un peu de son terrain. L'économie le regrette autant que le citoyen. Si le politique (parti ou structure) perd du terrain, il n'en est pas de même de l'Etat. Les chiffres sont assez clairs. On nous dit constamment, et les gens d'ATTAC et M. Udry nous disent volontiers que l'on veut faire disparaître l'Etat. On voudrait faire disparaître le rôle du public dans notre société. Or, si l'on regarde l'évolution sur un siècle, on prend les chiffres de la part de l'Etat dans le PIB depuis la fin du siècle dernier, on constate que pour la Suisse, par exemple, on a passé de 16,5% à 39,4% en 1996, c'est-à-dire qu'on a considérablement augmenté la part de l'Etat et ça tout particulièrement depuis les années 60 où l'on a passé là entre 60 et 90, de 17,2 à 32%.

Donc il est faux de prétendre que la part de l'Etat diminue dans la fonction de notre société. Bien au contraire. De la même manière, la part des dépenses de l'Etat pour les assurances sociales et pour le domaine qui nous concerne ici, la formation, ne cesse d'augmenter.

Autre élément, au niveau des faits, ce sont des chiffres que l'on constate et je ne pense pas que M. Udry les contestera. C'est que le pouvoir d'achat des ouvriers, en général, sur les 100 dernières années, a été multiplié par dix et pour les Valaisans qui sont dans la salle, les Valaisans comme moi - je crois que c'est un problème connu dans beaucoup de cantons suisses mais plus particulièrement en Valais qui est un canton pauvre - la situation économique que nous connaissons il y a 40 ou 50 ans était incontestablement moins bonne que celle que nous connaissons aujourd'hui. Il y avait plus de pauvreté. La vie était beaucoup plus dure et je crois que la qualité de l'enseignement était différente. Les possibilités que vous avez pour enseigner sont incomparables actuellement à celles qu'elles étaient il y a 30 ou 40 ans ou même il y a 20 ans. Pour ma part, j'ai terminé les écoles il y a 30 ans.

On était quand même très nombreux en classe, on n'avait pas les moyens dont on dispose aujourd'hui.

Ce sont des évidences, mais je crois que ça vaut la peine de les rappeler parce que, quand on entend le discours habituel, on a l'impression qu'on est en train de tout détruire et que l'on vit dans un pays ou dans un monde de pauvreté, où la situation est toujours pire et qu'il y a eu autrefois des temps merveilleux qui ont malheureusement disparu.

Autre élément : la répartition entre le capital et le travail. Là aussi on prétend que l'on donne toujours plus de rétributions au capital qu'au travail. Une fois de plus, malheureusement, si on fait un retour en arrière sur un siècle, on constate que la répartition est à peu près constante, sur un siècle. Il y a des variations qui peuvent intervenir mais on est toujours resté à peu près à un tiers de rétributions du capital pour deux tiers de rétribution du travail.

C'est vrai que, par exemple, la France a connu des chiffres différents à un moment donné. Il y a eu plus de rétribution du capital que du travail. C'était à un moment où (c'est un constat, je n'en déduis pas de relation de cause à effet) les salaires avaient considérablement augmenté. Mais il faut se poser la question car il y a eu une forte automatisation, donc des investissements dans le capital. Donc là aussi, dire que tout va au capital aujourd'hui, je crois que c'est un slogan, c'est un schéma et ça fait peut-être "politiquement correct", mais malheureusement ça ne correspond pas à la réalité.

Pour ma part, je ne présenterai en aucune manière les USA comme un modèle. C'est vrai que là, on pourrait peut-être parler d'un Röstigraben : nos amis d'outre-Sarine parlent volontiers des Etats-Unis comme d'un modèle absolu, mais bon c'est une question de culture, ça ne signifie pas que c'est pareil pour tous les gens qui s'intéressent à l'économie en Suisse et qui dépendent de l'économie de marché et de l'économie libérale - parce que ce que je vous ai dit jusqu'à maintenant, l'augmentation du pouvoir d'achat, l'augmentation de la part de l'Etat, l'augmentation de notre niveau de vie en général, c'est bien à l'économie de marché que nous lea devons.

Pour le reste, je constate quand même que M. Udry ne propose aucune solution de rechange. Il se contente simplement de faire des critiques. Moi je suis prête à changer, je suis prête à passer à autre chose qu'à l'économie de marché si on me propose un modèle qui fonctionne. L'économie de marché n'est pas une foi, ça n'est pas une religion, c'est

simplement une économie qui a fonctionné, qui a fait ses preuves et c'est la raison pour laquelle, moi, je la défends.

On constate aussi, si on va voir les choses un peu plus largement, que, c'est vrai, il y a des continents comme l'Afrique ou comme l'Amérique latine - encore que là les choses sont un peu plus différenciées - comme l'Afrique donc, qui sont des continents largués. Mais enfin on voit que dans les dix dernières années, par exemple, la pauvreté dans l'Est asiatique a diminué. Donc il ne faut quand même pas toujours peindre le diable sur la muraille et ne voir que les cas particuliers qui ne fonctionnent pas.

Alors voilà j'en resterai là, je voudrais simplement vous dire qu'il faut, à côté des clichés qui font plaisir, essayer de voir un peu sur le long terme et se demander quelle solution de rechange on peut trouver. Cela dit, qu'ATTAC soit un lieu de débat et qu'on y débâte, c'est parfait, à condition qu'on y débâte ouvertement, je n'y vois évidemment aucun inconvénient.

F. Dayer

Mais tout de même, je voudrais avoir votre opinion sur ATTAC. Je vois que, si j'ai bien compris le message de M. Udry, on constate qu'aujourd'hui les gens ne s'occupent plus réellement de leurs affaires. Bien sûr, ils peuvent voter sur plein de choses, avoir plein de pouvoirs sur plein de choses mais en fait ils ne s'occupent plus de leurs vraies affaires : leur sécurité sociale, leur fiscalité, leur façon d'évoluer dans la profession, la façon d'éduquer les enfants, tout ça leur échappe et tout ça est confisqué par un pouvoir économique. ATTAC veut lutter là-contre. Je trouve cela plutôt bien?

Ch. Balet

Mais comment peut-on dire une chose pareille lorsque l'on vote quatre fois par année et qu'on a voté durant les 5 dernières années au moins à trois reprises sur des questions de sécurité sociale, sur notre assurance maladie, qu'on a voté sur les questions scolaires sur les questions cantonales et que l'on se prononce régulièrement sur les autres sujets de l'éducation aussi dans les cantons ? Je crois que dire que le débat démocratique n'existe pas en Suisse sur ces thèmes, c'est confondre la Suisse avec un pays d'Afrique.

C'est tellement faux, je ne peux pas l'accepter. C'est une réalité, on vote et pour voter on doit savoir de quoi il s'agit. Il y a de multiples informations, de multiples débats. Les partis politiques parlent de ces

thèmes aussi très régulièrement. Je ne crois pas que l'on ait attendu ATTAC pour discuter de la qualité de la sécurité sociale en Suisse et de ce que peut signifier la LPP. On a voté sur ce sujet, ça a été débattu il y a de cela une quinzaine d'années et c'est un choix populaire. Si l'on conteste la qualité de la démocratie dans ces cas là, on parle d'autre chose, ou alors qu'on nous propose un autre système, qui ne soit pas celui de la démocratie, qui soit celui des conférences de consensus par exemple et puis qu'on discute régulièrement ou alors qu'on vive dans des petites tribus de 50 personnes, au-delà ça ne fonctionne plus.

Je crois qu'il faut aller au bout de ses idées et si l'on dit qu'il n'y a pas de débat démocratique, si l'on dit que tout ce qui est proposé par l'Etat aujourd'hui ne fonctionne pas, il faut proposer autre chose et quelque chose qui tienne la route. Parce que dire qu'on va descendre dans la rue à cause des post-banques, bon, c'est très bien ! Les banques ne vont pas crier au scandale et ne vont pas dire que c'est de la concurrence. Simplement, la question que l'on peut se poser, c'est qu'en Suisse, on a un réseau bancaire qui est quand même assez dense, me semble-t-il, et que l'on sait assez bien faire de la banque. Alors est-ce que c'est intelligent de consacrer, aujourd'hui, un milliard, parce que c'est à peu près le montant qu'il faudrait consacrer pour créer une banque qui soit une post-banque, pour créer une nouvelle banque en Suisse ? C'est une question qu'on peut légitimement se poser et moi je ne crois pas qu'ATTAC y réponde.

F. Dayer

Si vous êtes d'accord, je suis sûr que j'arrive à vous mettre pas d'accord sur ce problème, mais on n'a pas de temps à perdre. Je voudrai poser « la question » qui se pose ici. Est-ce qu'il faut qu'un syndicat d'enseignants comme celui-ci entre dans un tel mouvement ou n'entre pas dans un tel mouvement ? Pour moi ça sous-entend non seulement ça, cela sous-entend : qu'est ce que l'on fait à l'école ? Est-ce que l'école elle-même doit véhiculer une philosophie comme celle que nous a dépeinte M.Udry tout à l'heure, ou est-ce qu'elle doit s'en abstenir ? Moi ça m'intéresse d'avoir la réponse à ça. Est-ce que de ce côté-là, M. Udry, vous voulez commencer ?

Ch.-A. Udry

Ayant quelques connaissances en statistiques je dois dire que je suis assez abasourdi, moi, sur les statistiques de cent ans.

La comptabilité nationale suisse qui va être révisée dans une année a été révisée, vous le savez parfaitement Mme Balet, en 1995 et on arrive

a des résultats ahurissants. On n'a que trois personnes qui y travaillent vraiment, qui font tourner les ordinateurs sur la nouvelle comptabilité nationale. Je prends un exemple : "la part de l'Etat". Aujourd'hui, dans la part de l'Etat, dans la statistique suisse, dans la quote-part de l'Etat, les assurances sociales, donc la LPP sont introduites. Ce n'est pas réglementaire par rapport aux normes de comptabilité nationale européenne. Evidemment, sur un siècle ça évolue, évidemment mais c'est élémentaire ! Je vous donnerai un exemple : lorsque les chemins de fer suisses ont fait faillite, ils ont été rachetés par l'Etat, qui s'est fait refiler la dette qu'il gère jusqu'à présent. Evidemment, l'Etat est intervenu et l'Etat a grossi son emprise pour deux raisons : d'une part, pour des besoins d'infrastructures de développement etc. qui étaient la pré-condition à la rentabilisation d'investissements, et je le comprends parfaitement (il ne faut pas faire de statistiques qui n'ont pas de sens) et deuxièmement, pour des questions de rapports de forces socio-politiques culturels. Ce que l'on dit n'a rien à voir avec une sorte de paradis perdu où il aurait été fabuleux de vivre. Il y avait une tendance en 1980/1981, dans l'ensemble des pays européens, plus accentuée depuis le chômage de 1990 en Suisse, qui nous permettait d'écrire, pour certains d'entre nous, que l'on arriverait à 180'000 chômeurs, L'Institut fédéral des statistiques nous avait dit que nous étions "givrés". On est arrivé à 220'000 ! Or ça, vous ne l'aviez pas prévu.

Je termine, sur ATTAC et l'adhésion : évidemment qu'il y a eu des changements. Ce qu'il faut comprendre c'est ce qui est en train de se passer maintenant, c'est ça qui nous concerne. Il y a une régression. Il y a une tendance au recul et un recul qui va toucher les besoins sociaux et démocratiques des gens. Car entre le social et le démocratique, comme disait l'éditorialiste du Business Week : "Il n'y a pas de sécurité qui ne soit pas sociale".

Maintenant, est-ce que le SER doit adhérer ou pas ? Et est-ce que l'école doit être impliquée ?

Moi je pense qu'il y a déjà, si mon information est correcte, des séances qui s'appellent "Jeunesse et Economie" avec le SER et la SDES, J'ai l'impression que la SDES, qui a une vue extrêmement plurielle et qui a un matériel contradictoire extraordinaire - je le reçois maintenant sur mon ordinateur dans sa version électronique : on croirait le bureau politique de l'Union Soviétique, c'est la pensée unique. Je n'aime pas le mot, mais là c'est vraiment le cas - Il y a donc des séances "Jeunesse et Economie". Nous, nous disons : tant mieux que ça continue ! Mais qu'il y en ait d'autres, qu'il y ait des réunions avec des gens qui défendent

d'autres points de vue. Qu'il y ait des réunions avec Fluckiger de Genève qui défend un autre point de vue. Qu'il y ait des réunions avec des gens d'ATTAC qui défendent un autre point de vue. Qu'il y ait des réunions avec d'autres partis politiques, qu'il y ait des discussions, que ce soit pluriel, que ce soit parfois contradictoire, je dis bien "parfois" contradictoire, parce que dire comme ici qu'ATTAC veut remplacer les partis politiques... moi j'ai l'impression que l'on est dans un débat télévisuel. Jamais on n'a dit ça. Il y a une distance entre les partis politiques et la population. Les gens sont dessaisis des problèmes. Les partis politiques doivent se battre pour se ressaisir des problèmes et si ATTAC pouvait être un stimulant pour que les partis, quels qu'ils soient, se battent pour que les gens se ressaisissent en connaissance de cause des problèmes, ce serait déjà bien.

On n'a par exemple pas voté, il y a quelques années, sur la LPP. Le système des 3 piliers (et Mme BALET connaît parfaitement ça) apparaît dans un message du Conseil fédéral, en 1963, soit bien avant la Banque Mondiale. Donc si l'on veut en parler, on discute concrètement, en connaissance de cause. Mais tout cela montre bien une chose : cela montre la nécessité de l'information, d'une information plurielle. Il y a eu le vote de 1972 contre le régime des retraites populaires. Aujourd'hui, beaucoup de gens, Gavillet du "Domaine public" le premier qui à l'époque était contre ces retraites populaires, dit que cela aurait été une très bonne solution. Cette histoire, il faut se la réapproprier, comme enseignant, pour la faire comprendre à ses élèves, comprendre les choix, tout comme on a fait l'histoire du droit de vote des femmes. Pour moi, c'est ça qui est important. Il faut qu'ATTAC soit invité par des enseignants. Le 22, je vais au gymnase de Bienne parler de la mondialisation...

F, Dayer

Vous n'avez rien sur le déluge ? Car il me semble que vous sortez complètement du sujet. Vous parlez, vous prêchez le pluralisme, vous luttez contre la pensée unique et, en fait, vous monopolisez totalement ce débat ! C'est pas possible !

Ch.-A. Udry

J'ai terminé. Je dis : que les écoles invitent aussi bien la SDES qu'ATTAC ! Le reste n'est pas un problème.

F. Dayer

On avait compris. Comme on est dans un milieu d'enseignants où le QI est nettement supérieur à la moyenne habituelle, il est évident que l'on

avait compris. Mme BALET, c'est une petite pierre dans votre jardin, je ne veux pas que vous perdiez du temps là-dessus. Je voudrais bien que la salle puisse ensuite poser des questions.

Ch. Balet

Je crois que le fait que des enseignants organisent des débats comme aujourd'hui, que la question se pose, me paraît intéressant. C'est vrai qu'il y a "Jeunesse et Economie" auquel nous participons, auquel participent des milieux de l'enseignement, auquel participent aussi des syndicats qui ne sont pas seulement des syndicats d'enseignants, auquel participent les milieux de la consommation, donc c'est typiquement un forum où on essaye de réunir des gens de différents horizons avec des avis différents, c'est très bien.

Moi, j'ai quand même le sentiment, non pas à travers ce que dit M. Udry qui me paraît assez édulcoré, mais à travers la plateforme d'ATTAC, que tout cela est extrêmement politique, pour ne pas dire extrêmement partisan. Parce que les propositions que vous faites sont des propositions politiques concrètes. Quand on dit, par exemple, que l'on veut empêcher la généralisation des fonds de pensions et se battre pour un retour à un système de sécurité sociale fondé sur le principe de la répartition, c'est une prise de position politique extrêmement claire. Donc là, j'ai le sentiment que, en tant qu'enseignants - bien sûr chacun a sa liberté d'opinion et adhère au parti auquel il souhaite adhérer, ça va de soi et j'espère bien que c'est comme ça - en tant que syndicat d'enseignants, là c'est à vous de vous poser la question, mais personnellement je serais quand même déjà un peu plus dérangée. Cela me gênerait un peu plus, qu'en tant qu'organisation d'enseignants, vous adhérez à une organisation qui est, pour moi, une organisation politique clairement positionnée sur l'échiquier politique.

F. Dayer

Est-ce que vous verriez le SER devenir membre de la SDES ?

Ch. Balet

Mais pas du tout, cela ne rentrerait même pas en ligne de compte!

F. Dayer

Pour le pluralisme...

Ch. Balet

La SDES est une société dont les membres sont des entreprises, où l'on défend exclusivement les intérêts de l'économie, avec une position très claire. Nous défendons l'économie de marché, l'économie libérale, Je ne

peux pas concevoir qu'une organisation comme l'organisation des enseignants, adhère à la SDES. Cela serait pareil. Cela me choquerait de la même manière, je dois le dire.

F. Dayer

Est-ce que vous pensez, vous, que ce débat-là, cette question de la mondialisation et de ses effets pervers doit être dans l'école ou pensez-vous que l'école doit laisser ça de côté ?

Ch. Balet

Qu'est-ce que ça veut dire "doit être dans l'école" ? C'est simple : est-ce qu'il faut avoir des débats dans l'école sur ce thème ? Certainement qu'il faut que les élèves soient ouverts à cette question et qu'ils soient capables de se poser les bonnes questions et qu'ils essayent eux-mêmes de se former leur opinion. Mais ça, c'est le travail que je connais mal qui est le travail de l'enseignant. Est-ce que pour cela il faut que la société des enseignants adhère à ATTAC ? Là, je pense que non.

F. Dayer (à la salle)

Vous avez 5 minutes pour poser des questions et pour essayer de faire avancer le débat, je crois que les positions sont bien tranchées.

Philippe Martinet, SPV

Comme ce n'est pas la première fois que l'on parle du sujet, on avait au sein du comité deux types de craintes. Une du côté de M. Udry : on observait qu'en tout cas à Genève le mouvement ATTAC était un peu récupéré par les mouvements d'extrême gauche...

Ch.-A. Udry

Non c'est le parti socialiste, vous vous trompez !

Ph. Martinet

... ce côté très transversal du départ, avec le Monde Diplomatique, et ça nous gênait un peu, en tant qu'association syndicale, d'être par trop liés à « Solidarité » pour ne pas le nommer.

Et puis, d'un autre côté, on se disait : on ne peut pas continuer de « gérer la crise » avec des familles dans des situations financièrement insupportables comme on les voit parmi nos élèves, et, Mme Balet, il nous semblait que l'on ne pouvait pas ne pas être, à quelque part, des acteurs. Ceci au sens politique du terme quand on voit ce que l'on voit dans les classes, d'où cette pluralité et ce problème que M. Dayer a d'ailleurs bien posé.

F. Dayer

Merci. Vous êtes donc pour adhérer à ATTAC, il n'y a pas de question ?

Ph. Martinet

Si il y a une question...

F. Dayer

Oui, sur la gauche en question...

Ch.-A. Udry

M. Martinet, il faut connaître les faits. A Genève, le comité entier d'ATTAC, ce sont des membres du parti socialiste dont le Président est M. Alberto Velasco, député au Grand Conseil. Je crois que vous mélangez vos informations.

L'USS est membre d'ATTAC, c'est vrai. Le PSS a adhéré à ATTAC, le SIB, le SSP a adhéré à ATTAC, les syndicats ont adhéré à ATTAC, voilà.

F. Dayer

Donc, c'est un peu à gauche quand même...

Ch.-A. Udry

Mais c'est à gauche, d'accord. En Valais on est vite à gauche.

Sérieusement ça veut dire quoi, on est à gauche ou à droite ? On ne différencie plus la gauche et la droite, il n'y a plus qu'ici qu'on le fait !

Moi je suis à gauche, depuis longtemps, depuis l'âge de 16 ans. Je n'ai jamais été stalinien ou membre d'un parti communiste. Mes amis étaient en prison, soit en Tchécoslovaquie, soit en Pologne... Juste pour préciser, il ne faut pas tout confondre !

Maintenant c'est une autre chose : le SER. Pour moi, je répondrai franchement : la question-clef, pour moi, c'est que les enseignants revendiquent, auprès des groupes d'ATTAC comme auprès des autres, une information, avant de décider. Mais qu'ils revendiquent !

Je vais prendre un petit exemple : dans "le Temps" du 13.06.00, on lit qu'un professeur de l'EPFL qui fait des recherches sur la détection de mines antipersonnel, ne trouve pas les moyens nécessaires. Il y a pourtant une résolution de l'ONU sur ces mines. Ce professeur a développé un système de détection des mines et il dit clairement que, évidemment, il ne trouve pas les fonds. Car comme il le dit, on n'aurait

de toute manière jamais donné un million de francs pour enlever 1000 mines au Cambodge. Par contre, peut-être pour détecter des asperges qui montent, ça, ce serait intéressant et on lui donnerait les moyens d'une telle recherche.

Cette information, qui a l'air neutre, montre un vrai problème et les enseignants devraient s'interroger et interroger : qu'est-ce que la recherche et la demande de technologies, comme de médicaments, non pas contre le SIDA pour l'Afrique, car à 200 dollars, c'est évidemment trop cher, mais pour lutter contre la leucémie, la typhoïde, la méningite ... Vous pouvez mourir parce que vous n'avez pas Fr. 5.-! Moi, je rentre d'une mission au Cameroun et au Niger : pour soigner la typhoïde il faut Fr. 40.- et si vous ne les avez pas, vous mourrez; Fr. 5.- pour des maladies aussi élémentaires que la méningite, que l'on peut soigner très aisément. Je ne parle pas des maladies qui ne coûtent pratiquement rien. C'est une information qui a paru dans "le Temps", que des élèves peuvent lire, que vous, vous pouvez lire, et qui nécessite une explication qui va au-delà de l'anecdote.

Ma proposition, c'est que le SER interroge les acteurs de la vie sociale et politique et dise aux élèves quel en est le sens. Un ancien économiste, chef de la Banque Mondiale, Joseph Spiglist qui a démissionné en novembre 1999, vient de publier le 4 juin un bilan. De 1993 à 1997, il était conseiller de la présidence américaine. Il n'est pas de gauche, celui-là. Il dit ceci : la crise asiatique, a créé une masse de pauvreté. Le plus grand pays asiatique, c'est l'Indonésie, Aujourd'hui, en Indonésie, 88,3 % des gens selon la Banque mondiale sont en dessous du seuil de pauvreté. On savait qui était Suarto. En Suisse, on a multiplié les décisions positives de prêts du FMI à Suarto, dictateur mis en place depuis 1965, et ce pays est en train d'exploser et de s'assassiner. Or qu'a-t-on fait en Asie ? On a prêté massivement, parce que l'on nous donnait les assurances que les monnaies étaient stables, à des taux d'intérêts énormes, et dès que l'on a vu que ce n'était plus rentable, on a rapatrié cet argent, on a sorti massivement cet argent et ces pays ont plongé. Ça c'est Spiglist qui le dit. Cette information sur l'Asie concerne aussi le reste du monde.

Cette information-là, vous devez la demander. A mon avis c'est bien plus que d'adhérer à ATTAC, demander ce genre d'information, en découvrir le sens, et après décider individuellement d'adhérer à ATTAC.

F. Dayer

Vous voulez monopoliser toute la parole, c'est incroyable. Vous êtes à

disposition jusqu'à minuit ? Mme Balet, vous avez 20 secondes, je sais que vous n'en prendrez pas plus.

Ch. Balet

Si je peux répondre à M. Martinet, je crois que vous posez les bonnes questions. Effectivement, les enseignants doivent s'engager et le meilleur moyen de répondre aux questions que vous vous posez, à mon sens, c'est d'adhérer à des partis politiques de votre choix et d'être actifs dans des partis politiques. Parce que ce que je constate à entendre ce que dit M. Udry, c'est qu'ATTAC pose beaucoup de questions, soulève beaucoup de problèmes, il y a dans le monde beaucoup de problèmes, mais pour le moment je n'ai pas entendu une seule solution.

Ariane Bertolet, SPG

Ce n'est pas une question que je veux poser, c'est un mini-témoignage par rapport au fait que depuis plusieurs années je participe au séminaire de Jeunesse et Economie et que j'y ai vu une dimension contradictoire et non pas unilatérale. Donc je dois rendre justice à cet aspect-là. En revanche, maintenant j'ai la chance d'avoir la disponibilité pour, régulièrement, écouter une émission que je recommande à tout enseignant qui est aussi peu expérimenté en économie que moi, c'est une émission du lundi soir qui s'appelle « Economie en question » et où il y a un complément d'information par des économistes eux-mêmes qui ne sont pas unilatéralement orientés. C'est très précieux. Je pense qu'au niveau de notre formation professionnelle et on citait "Domaine public" tout à l'heure, au niveau régional, je pense que c'est une chose très importante d'avoir ces moyens à notre portée. L'engagement par rapport aux enfants c'est effectivement un autre registre. Mais je pense que cela fait partie d'une dimension d'esprit critique qui doit pouvoir être alimentée par rapport à nos propres connaissances et là, je pense que les enseignants qui sont en activité ont à ce niveau-là énormément d'investissements dans tellement de domaines, qu'on peut se payer ce luxe peut-être quand on est à la retraite, ce dont je fais personnellement l'expérience depuis une année.

F. Dayer

Merci madame pour votre témoignage sur l'engagement et l'esprit critique. Si le président de l'assemblée nous laisse déborder, nous débordons.

Didier Jacquier (président de l'Assemblée)

Nous vous laissons légèrement déborder. Je crierai lorsque ce sera

nécessaire.

Antoine Weber, SAEN

Une 1ère remarque concernant le coup de pommade de M. François Dayer aux enseignants, lorsqu'il dit que leur niveau, ou leur QI est au-dessus de la moyenne. Je dirais que le QI ne mesure que ce que l'on a envie de lui faire mesurer, que ce n'est en tout cas pas un test d'intelligence, qu'il y a d'autres formes d'intelligences : l'intelligence sociale, l'intelligence du cœur.

Une 2ème remarque, nous, enseignants représentant l'école, nous n'avons pas le monopole de l'éducation, ni de l'instruction, ni du savoir, ni de la diffusion de l'information, ni des débats, ni de quoi que ce soit.

Une 3ème remarque, je voudrais dire que, parmi nous, probablement, puisque nous sommes les représentants de la population suisse, il y en a certains qui arrondissent leurs fins de mois ou qui créent leur 4ème pilier grâce aux fusions et aux privatisations. Une remarque politique : on vient d'avoir des élections dans le canton de Neuchâtel. J'ai fait des petits calculs : nos autorités politiques, qui se targuent des pourcentages qu'elles obtiennent aux élections, oublient que les meilleures d'entre elles ne représentent que le 10%, au maximum, de la population adulte, donc de celle qui a le droit de voter.

F. Dayer

Est-ce qu'on peut vous demander si vous êtes pour ou contre l'adhésion à ATTAC ?

A. Weber

Je fais partie d'un syndicat. Je pense, entendant le mot USS, qu'il est d'abord plus utile que nous fassions partie de l'USS et automatiquement, le jour où l'on fait partie de l'USS, nous serons des fervents défenseurs d'ATTAC. Comme ça non, nous avons des statuts, je crois qu'ils s'opposent totalement à notre adhésion directe, comme ça... à moins que cela soit une association d'enseignants d'Afrique ou d'Amérique du Sud.

F. Dayer

Merci. Encore une question à la table du comité là-bas ?

Francis Baour, SEJB

Quand j'ai entendu parler d'ATTAC pour la première fois, j'ai entendu parlé de la taxe « Tobin ». Je suis très étonné que dans la longue

diatribe de M. Udry il n'en ait pas fait mention. C'est pour moi une solution, j'aimerais l'entendre là-dessus, mais en 30 secondes aussi. Je trouve que nous avons peu de temps pour poser des questions par rapport à la démonstration qu'il a faite. Quant à la question de l'adhésion à ATTAC, je pense qu'un syndicat digne de ce nom doit adhérer à toutes formes de luttes contre l'hégémonie du business. Nous en souffrons tous ici, tous mes collègues, même si il y en a qui arrondissent leurs fins de mois, ou qui s'arrangent avec le 3ème ou 4ème pilier.

Gilles Milliquet, SPG

Ce n'est pas parce qu'en tant qu'enseignant, je fais partie d'ATTAC que les élèves de ma classe et les familles des élèves de ma classe font partie d'ATTAC aussi.

F. Dayer

Je crois que l'on avait tous compris. Mais il y a une question d'engagement de l'école qui se posait. M. Udry, on vous interpelle sur la taxe « Tobin ». Je vous souhaite bonne chance pour y répondre en 30 secondes.

Ch.-A. Udry

Je vois que votre objectivité augmente au cours du débat...

F. Dayer

C'est formidable que l'on puisse débattre de mon objectivité alors que le seul ici à qui on a demandé de faire ce débat, c'est bien moi! Je ne sais pas pourquoi...

Ch.-A. Udry

Je vous fais un compliment et vous le refusez...

Donc ATTAC aujourd'hui propose la taxe Tobin, je résumerai la situation de la façon suivante : la mobilité des capitaux aboutit à ce que la fiscalisation des capitaux devient un problème de plus en plus complexe.

ATTAC propose 4 types de mesures :

1ère mesure : la taxe « Tobin » qui est un prélèvement très modeste (la proposition la plus modeste consiste à prélever de 1 à 5%0) sur l'ensemble des transactions financières. Ces transactions se passent dans 7 places financières qui cumulent 84% des opérations de transactions sur devises. Il faudrait donc que le G7 soit d'accord.

Deuxièmement : un impôt sur les investissements directs à l'étranger, donc sur ces masses d'investissements que les entreprises organisent à l'échelle mondiale, pour contrecarrer les possibilités d'évasion fiscale, et qui serait modulé en relation avec la protection sociale existant dans les pays. Les taux seraient plus élevés là où il n'y a pas de protection sociale.

Troisièmement : une taxe unitaire calculée sur le bilan consolidé à l'échelle mondiale des multinationales, pour éviter les opérations de transfert de prêts administrés.

Enfin, devant l'objection de la monnaie électronique, nous avons un groupe de travail dont je fais partie avec Cordell (???) du Club de Rome et avec Luc Dessoc (???) de l'Université de Maastrich. Nous proposons une taxe sur les opérations de prêts que vous pouvez faire sur vos computer, etc. Nous demandons une jonction de toutes les opérations privées sur le réseau des banques Centrales. Une étude de faisabilité a été réalisée à la demande du gouvernement belge et elle démontre que cette taxe rapporterait 24 milliards de francs belges (en gros 1000 francs belges c'est CHF 40.-).

F. Dayer

C'est techniquement résolu ? Techniquement ça pose un vrai problème...

Ch.-A. Udry

Si nous étudions, c'est que nous savons que ces questions de fiscalité sont complexes. Mais le vrai problème, c'est que devant la complexité, on prétend que c'est impossible de fiscaliser et que la seule chose possible, c'est la TVA (la Taxe sur la valeur ajoutée), un impôt sur la consommation.

Les gros revenus, les grosses fortunes, (59,35% de la population suisse détient 2,37% de la fortune déclarée en Suisse. 0,31% des gens qui déclarent la fortune en Suisse ont plus de 23% de la fortune déclarée) cette inégalité-là, vous croyez qu'elle est fiscalisée? Et ce n'est que la partie visible de l'iceberg !

Nous étudions cela avec des gens qui ont des options très différentes, Charles Wyplosz qui travaille sur la taxe « Tobin » est enseignant HEI(2) à Genève. Il est favorable à la taxe « Tobin ». Il y a des gens favorables à la taxe « Tobin » qui sont aussi bien de droite que de gauche.

D. Jacquier

Est-ce que je peux vous demander de consacrer le temps qui nous reste sur ce sujet à la prise de position du Comité Central qui s'est donné un porte-parole : Georges Pasquier. Est-ce que tu es prêt, Georges, pour faire cela maintenant ? Et après, la salle aura peut-être des questions à ce sujet. J'aimerais plutôt entendre les questions de la salle, s'il y en a.

F. Dayer

C'est que les questions, voyez-vous, demandent tout de même des réponses. La taxe « Tobin », c'est deux caisses à pommes de réponses.

D. Jacquier

On ne va pas passer la nuit là-dessus. Moi je pense qu'on va passer à la prise de position du Comité Central.

F. Dayer

Mais c'est tout à fait volontiers.

D. Jacquier

Nous écoutons Georges Pasquier. Merci.

Georges Pasquier, viceprésident du SER

Bien, tout d'abord pour dire une chose importante à l'adresse de M. Dayer, il ne faut pas confondre une prise de position d'un syndicat, comme le SER, avec un changement automatique au niveau de l'école. Je crois que nous sommes quand même un des rares syndicats qui, de son propre chef, a sorti un code de déontologie et je crois que nous faisons une très nette différence entre les positions qu'on peut prendre sur le plan syndical et notre travail au niveau scolaire.

Ça ne veut pas dire que l'école doit être complètement aseptisée. Elle fait partie du monde et dans ce sens-là, c'est vrai que dès le plus jeune âge, il est important de mettre en place certains ferments de la démocratie, mais ça, c'est un autre débat.

F. Dayer

J'imagine que cette mise au point s'adresse à d'autres ferments, parce que, personnellement, je fais partie d'un syndicat de journalistes et je suis parfaitement capable de faire la différence.

G. Pasquier

Tout à fait. C'est simplement parce que vous avez dit à deux reprises : «

Est-ce que le SER doit faire partie ? », puis parallèlement « Est-ce que l'école doit s'ouvrir au débat en question ? »

Je serai le porte-parole du Comité Central pour dire que nous sommes certainement un peu déçus de la qualité du débat, aujourd'hui, parce que le Comité Central a travaillé pendant deux jours, notamment avec l'apport de M. Dominique Froidevaux, pour voir justement un petit peu en quoi ATTAC pouvait répondre à certaines de nos interrogations.

Je pense qu'il est clair que nous exerçons un métier de l'humain et un métier pour l'avenir. Je crois qu'il faut rappeler aussi que nous sommes en charge de la formation du futur citoyen et que nous ne pouvons pas rester insensibles à cette action du mouvement ATTAC, qui tend à faire en sorte de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde.

Tout le problème de la récupération politique est un problème tout à fait réel mais sur les fondements du mouvement sur lesquels nous avons travaillé, je pense qu'il y a une position que nous pouvons prendre.

J'aimerais vous rappeler aussi que dans notre dernier Congrès, Philippe Meirieu avait très exactement situé le problème qui était le nôtre, le problème des enseignants entre - je vous rappelle le titre de son apport : « Entre la pression consumériste et l'irresponsabilité sociale ». Je crois que nous sommes toujours entre ces deux pôles-là. La pression consumériste signifie un certain fatalisme vis-à-vis de l'économie ou de ses dérives, ou de tout ce que l'on peut constater comme dégâts dans nos classes. Et ce serait faire preuve d'un certain fatalisme. Ce sont les lois de l'économie qui gouvernent le monde. On voit qu'effectivement, il y a un certain déficit du politique et je crois que les conférenciers l'ont bien souligné. Comme les lois du marché gouvernent le monde, il n'y a pas grand chose à faire. Alors, c'est un problème politique et les politiques démissionnent. Je ne veux pas être récupéré : ce serait vraiment alors "être soumis à la pression consumériste".

Et puis, il y a les responsabilités sociales : ce qui voudrait dire qu'il n'y a pas de problèmes économiques. On nie la réalité des problèmes. On nie les faits sociaux. Et on fait comme si les problèmes n'existaient pas. Et puis, surtout, on dit : « ça n'est pas notre affaire ».

Je crois qu'il faut qu'on arrive à se situer. La pression s'exerce sur nous, c'est clair, il faut y résister tant qu'on peut, ne pas faire dériver les objectifs de l'école au gré de cette pression-là. L'irresponsabilité sociale, c'est aussi un énorme danger : se mettre dans sa bulle d'enseignant et

dire : « ça c'est vraiment pas mon problème ».

Dans ce sens-là, le Comité Central pense qu'il y a quand même un certain nombre de grandes convergences et qu'on ne peut pas rester dans le mode incantatoire. Dans ce sens-là, en regardant notamment toute la lutte qui a été faite pour la défense de l'école publique lors de notre dernier Congrès, le Comité Central propose à l'Assemblée des Délégués, dont c'est la compétence - je vous rappellerai l'article des statuts : vous êtes compétents pour qu'on puisse adhérer à tel ou tel mouvement - une adhésion du SER à ATTAC. Une adhésion à ATTAC ça n'est de loin pas la solution, ce n'est pas la solution, mais ça nous paraît quand même être un signe important que nous voulons nous battre.

D. Jacquier

Je crois qu'il y a des questions dans la salle.

F. Dayer

Est-ce que j'oserais poser une question au porte-parole pour savoir s'il est pour ou s'il est contre ? Qu'on dise, nous sommes pour l'adhésion, nous proposons l'adhésion ou alors, nous ne sommes pas pour l'adhésion ?

G. Pasquier

Nous proposons l'adhésion du SER à ATTAC.

F. Dayer

Je n'avais pas compris. Excusez-moi.

D. Jacquier

Voilà, on réclame la parole là-bas... Madame, brièvement s'il vous plaît.

Une enseignante

Qu'est-ce que cela nous coûte d'adhérer à ATTAC ?

F. Dayer

Je crois que c'est Fr. 200,- de cotisation. Qui veut répondre à cela ?

Ch.-A. Udry

Il y a eu un Congrès fondateur d'ATTAC, à Fribourg, avec quelque 500 personnes. Il y a 2'600 ou 2'700 membres maintenant. La cotisation est quelque chose comme Fr. 10,- ou Fr. 15,- par membre. Ce sont les organisations cantonales, les sections cantonales qui décident. Il n'y a

pas de structure nationale. Il y a seulement un tout petit pourcentage des cotisations qui sert à faciliter la coordination.

Adhérer à ATTAC, qu'est-ce que ça signifie, pratiquement ? Je vais prendre un exemple : ATTAC Vaud et ATTAC Fribourg. Dans ATTAC Vaud, il y a 6 commissions de travail : une notamment sur l'enseignement, la privatisation, les bons scolaires, les mesures prises à Zürich à propos des enveloppes budgétaires, le sponsoring, etc... qui étudie ce qui se passe, rédige des textes d'information. Participer à ATTAC, cela peut vouloir dire participer à des commissions de travail, qui, chacune, dicte son rythme.

Il y a des conférences, il y a des actions, il y a un bulletin qui va sortir dès le mois de septembre en français, en allemand et en italien, parce qu'il n'existe en Suisse alémanique que trois groupes: à Berne, à Zürich et à Bâle. Maintenant il y a un groupe à St-Gall qui vient de se créer, donc le bulletin d'information paraîtra chaque deux mois. Il y a enfin un site internet où vous trouvez diverses contributions.

A mon avis, selon les statuts, les organismes paient une somme approximative de Fr. 200,- par année. Si un organisme dit : « nous on adhère, mais on ne veut pas payer tant qu'on ne peut pas participer davantage », il n'y a strictement, à mon avis, aucun problème, aucune question d'ordre financier en tout cas.

Il y a une proposition pour que vous adhérez, bon tant mieux. Pour moi, le problème c'est d'abord que chacun et chacune s'informe. Un organisme collectif peut adhérer, mais la réalité de son adhésion dépendra de la décision de chacun de ses membres, qui donnera une consistance ou pas à cet engagement. Ce n'est pas pour avoir un bouquet de fleurs d'adhésions collectives que nous luttons. Chacun décide ce qu'il fait, dans un organisme aussi large qu'ATTAC.

D. Jacquier

Tout à fait. Je crois que nous avons compris le message.

Maintenant nous avons entendu la position du Comité. Moi, je suis très intéressé par le débat mais j'ai aussi le souci de terminer cette Assemblée dans des délais normaux car l'ordre du jour n'est pas terminé. J'aimerais maintenant poser la question à l'Assemblée pour savoir si les gens sont d'accord d'entrer en matière pour une décision immédiate, ou alors si les gens préfèrent plutôt s'en référer à leur Association cantonale et prendre une décision ultérieure sur ce

problème.

Je crois que les délégués doivent maintenant se prononcer. Je pose la question de savoir si les Délégués ici présents veulent entrer en matière pour une décision d'adhésion aujourd'hui, c'est-à-dire pour suivre la décision du CC.

Donc, je répète ma question : « Est-il opportun de prendre cette décision aujourd'hui ? ». Ceux qui pensent que c'est « oui » lèvent leur carte de vote s'il vous plaît.

Est-ce que j'interprète correctement votre pensée si je pense que les « non » à cette question l'emportent ? ... Je vais demander maintenant à ceux qui pensent qu'il n'est pas opportun de décider tout de suite de voter...

Au vote, les délégués décident de surseoir à la décision d'adhésion du SER à ATTAC.

Vernayaz, le 17 juin 2000

(1) "La Théorie générale, chapitre 12

(2) Institut de Hautes Etudes Internationales à Genève